

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia P. O. Box 3243 Tel: 5517 700 Fax: 5511299
Website: www.africa-union.org

CP14964

CONSEIL EXECUTIF

Vingt-septième session ordinaire

7 - 12 juin 2015

Johannesbourg (AFRIQUE DU SUD)

EX.CL/895(XXVII) ix Rev.1

Original : anglais

RAPPORT DU SOUS-COMITE SUR LE NEPAD

I. INTRODUCTION

1. La dixième réunion du Sous-comité du COREP sur le NEPAD a eu lieu le 22 mai 2015, dans la Salle de réunion *Committee Room 1*, au siège de la Commission de l'UA à Addis-Abeba, en Éthiopie.

II. PARTICIPATION

2. Étaient présents à la réunion les représentants des États membres suivants :

L'Algérie, le Bénin, le Burundi, le Botswana, le Cameroun, le Tchad, l'Éthiopie, le Kenya, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, la Namibie, le Rwanda et le Sénégal

3. La Commission de l'Union africaine et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD étaient également représentées à la réunion.

III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

4. L'ordre du jour suivant a été adopté ainsi qu'il suit :

- i) Allocution du Président du Sous-comité ;
- ii) Adoption de l'ordre du jour;
- iii) Rapport d'activité de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD basé sur les résultats ;
- iv) Présentation sur le partenariat de l'Afrique pour le développement.

IV. OUVERTURE

5. En ouvrant la réunion, le Président du Sous-comité du COREP sur le NEPAD, S.E. Momar Gueye, l'Honorable Ambassadeur de la République du Sénégal, a souhaité la bienvenue à Dr Mayaki et à son équipe, et a indiqué que le Sous-comité s'est réjoui de la qualité du rapport de la dernière réunion du Sous-comité du COREP. Il a également remercié S.E. Mme Diouf, Ministre du Sénégal, et S.E. Dr Anthony Mothae Maruping, Commissaire aux Affaires économiques de leur présence à la réunion.

V. ORGANISATION DES TRAVAUX

1. **Rapport d'activité de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD basé sur les résultats.**

Présentation

6. S.E. Dr Mayaki, Directeur exécutif de l'Agence du NEPAD a souhaité la bienvenue à tous les participants. Il a noté qu'à la dernière réunion du Sous-comité du COREP, le NEPAD avait présenté un rapport global axé sur les résultats, qui

portait sur l'évaluation des projets et progrès de l'Agence du NEPAD dans le continent. Le rapport a mis en évidence l'impact que l'Agence a dans les 52 pays où elle exécute des projets. Après avoir présenté les projets du NEPAD, le Directeur exécutif a donné la parole à ses collaborateurs de présenter la technologie SAP utilisée par l'Agence pour le suivi et l'évaluation des programmes du NEPAD sur le terrain ainsi que les réalisations enregistrées par l'Agence à son actif au cours des six derniers mois dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, du changement climatique et de la gouvernance des ressources naturelles, de l'infrastructure et de l'intégration régionale, du développement humain (Science, Technologie et Innovation), ainsi que du programme multi-institutions du NEPAD pour le développement des capacités des CER.

7. En ce qui concerne le système de suivi & évaluation (S&E) de la technologie SAP, le chef de la Division du Suivi et de l'Evaluation a indiqué que le système qui est la technologie standardisée et reconnue pour le fonctionnement quotidien de l'Agence du NEPAD a pour but d'identifier les meilleures pratiques. Le plan de cette technologie facilite la préparation des projets que l'Agence exécute à travers le continent. Ce système intégré changera la façon dont le NEPAD fonctionne en améliorant l'efficacité du processus de suivi et d'évaluation de ses programmes et projets.

8. En ce qui concerne les réalisations dans le domaine de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et la nutrition, il a indiqué que le programme de travail et le cadre de résultats du CAADP ont été produits, et que ces documents ont présenté les meilleures pratiques et les impacts que le CAADP a produits sur les différentes parties prenantes, en particulier les organisations des agriculteurs. Le cadre de résultats sert d'outil de suivi et d'établissement de rapports sur les activités conjointes de l'Agence du NEPAD/CAADP et du GIZ, avec un ensemble de protocoles harmonisés pour la production de données et de rapports.

9. Le cadre de résultats et le programme de travail seront utilisés pour d'autres formations en juin, en vue d'améliorer la méthodologie pour l'intégration des processus de dépenses publiques dans les secteurs où l'agriculture est concernée et des processus d'examen conformément à la note d'orientation de l'UA. Des séminaires de formation sur les approches de la chaîne de valeur impliquant 30 écoles d'agriculture et les opérateurs privés ont eu lieu au Burkina Faso et au Togo, dans le but de renforcer la capacité de compréhension des solutions d'affaires concrètes pour l'amélioration des chaînes de valeur prioritaires. Les séminaires porteront sur la mise en œuvre du programme de travail adopté à Malabo à travers des exercices d'évaluation des différents pays ainsi que sur le niveau de mise en œuvre qu'ils auront atteint.

10. En ce qui concerne le changement climatique et la gouvernance des ressources naturelles, l'Alliance africaine pour l'agriculture intelligente résiliente au changement climatique a été lancée afin d'atteindre l'objectif de 25 millions de ménages agricoles qui pratiquent l'agriculture intelligente en 2025. Le Fonds pour le changement climatique a 11 projets qui sont en cours de mise en œuvre dans 9 pays sur le continent. Ce Fonds est utilisé pour développer des modules d'adaptation agricole et de reboisement des terres communales dans des pays comme l'Ouganda et le Niger. Le Fonds a également été utilisé pour développer une zone de gestion intégrée du littoral au Cameroun ainsi que dans l'organisation de la formation des professionnels sur la gestion intégrée des zones côtières. La

formation de 700 membres de conseils traditionnels dans la province du Kwa Zulu Natal en Afrique du Sud, sur l'adaptation au changement climatique afin de minimiser les impacts négatifs des variations climatiques faisait également partie des programmes du Fonds.

11. En ce qui concerne le développement humain, diverses formations sur les compétences en matière de suivi et d'innovation ont été menées dans les États membres tels que le Togo et le Soudan. La Loi type de l'UA sur les réglementations des produits pharmaceutiques et le soutien à la mise en œuvre de réformes pour la promotion des innovations dans le secteur pharmaceutique sur le continent a été mise en œuvre.

12. Pour ce qui est des infrastructures, le responsable du PIDA a indiqué que le PIDA-PAP a 51 programmes qui ont été transformés en 400 projets. Le Programme d'action de Dakar a retenu les 16 projets les plus avancés sur les 400 projets, qui sont les projets stratégiques dans les domaines de l'énergie, des transports, des TIC et de l'eau. Ces projets ont été confrontés aux difficultés suivantes : la préparation inadéquate des projets, le financement inadéquat des projets, les goulots d'étranglement et le déficit des compétences pour la gestion des projets. Des instruments ont été mis en place pour relever ces défis.

13. Concernant la préparation insuffisante des projets, l'ensemble des ressources disponibles a permis de pouvoir financer 30% des projets du PIDA. Le mécanisme de prestation de services du PIDA compte sur les ressources en Afrique, y compris celles provenant du secteur privé pour la mise en œuvre des projets PIDA.

14. Le problème de financement insuffisant pour les projets a été pris en charge par la mise en place d'Africa 50, qui constitue un instrument en aval. Cet instrument n'intervient pas lors des premières étapes de l'élaboration des projets, mais plutôt contribue à la mobilisation du financement et de l'investissement privé nécessaire pour la finalisation et l'achèvement de l'élaboration des projets.

15. En ce qui concerne les goulots d'étranglement, diverses recommandations ont été faites par les initiateurs des projets.

16. La question des compétences a été prise en compte dans le cadre du projet de renforcement des capacités du PIDA, qui a conduit à la gestion des projets et à la préparation améliorées des projets PIDA au niveau national. Deux experts seront envoyés dans les huit CER, pour les aider à accélérer les projets.

17. Concernant le développement des capacités, le chef de la Division du Développement des capacités a indiqué que ce programme a été lancé en 2010 pour soutenir les CER dans les activités de renforcement de la résilience au changement climatique et dans la coordination au niveau continental de leurs activités. Ce programme comprend trois phases et un plan de développement des capacités des CER qui met l'accent sur la cartographie et la coordination au sein des CER. Les CER ont été les premiers acteurs de la consultation et de la cartographie. Étant donné l'absence d'audit, les CER sont encouragées à s'approprier de la conduite du processus.

18. Le programme examine essentiellement les questions clefs telles que la transformation institutionnelle pour soutenir les personnes morales ainsi que les personnes physiques et, partant, à la programmation. Il porte également sur les capacités des CER, par exemple le soutien au plan à moyen terme des CER en termes de renforcement de leurs capacités dans les domaines de l'alimentation et de la nutrition.

Synthèse des discussions

19. Le président a remercié les intervenants et a indiqué que l'éventail des projets est large et que l'accélération de la mise en œuvre de ces derniers s'avère nécessaire pour aider le continent à se développer. S.E Mme Diouf a souligné qu'elle est heureuse de prendre part à l'exercice et a félicité le Directeur exécutif de l'Agence du NEPAD et les participants pour le travail très important qu'ils ont effectué dans la mise en œuvre des programmes du NEPAD. Elle a observé que beaucoup de progrès ont été réalisés pendant les deux dernières années et que le Gouvernement du Sénégal continuera à soutenir l'Agence. Elle a souligné que la nouvelle Plate-forme mondiale de partenariat avec l'Afrique (PMPA) a été mise en place pour favoriser l'avancement des projets, et l'Afrique a déjà identifié ses priorités que le partenariat aidera à mettre en œuvre.

20. Le Sous-comité a félicité l'Agence du NEPAD pour les énormes progrès qu'elle a réalisés au cours de ces deux dernières années. Il a voulu savoir ce qu'il en était de la synergie entre la Commission de l'UA et le NEPAD. Les membres du Sous-comité ont souligné l'importance du Sous-comité et ont indiqué que les membres ne devraient pas seulement attendre que des informations leur soient communiquées à l'occasion des réunions du Sous-comité mais pourraient tenir des réunions de partage d'informations soit en Éthiopie soit en Afrique du Sud pour des mises à jour sur les activités en cours sur le terrain.

21. Le Sous-comité a également voulu savoir quelles sont les actions entreprises par le NEPAD en ce qui concerne la participation à la prochaine Conférence sur le climat qui se tiendra en France. Dans sa réponse, le Directeur exécutif a remercié les membres du Sous-comité et a évoqué la Position africaine commune dans laquelle le NEPAD fait office de secrétariat chargé de soutenir les travaux. Il a également souligné que le NEPAD travaille avec le Département de l'Economie rurale et de l'Agriculture (DREA) en ce qui concerne les questions liées au climat dans le cadre du Fonds vert pour les activités de renforcement de la résilience au changement climatique.

22. En ce qui concerne l'harmonisation des activités entre la Commission de l'UA et l'Agence du NEPAD, le Directeur exécutif a indiqué que le processus d'harmonisation de ses activités avec celles de la Commission est en cours, et il est bon que le COREP accorde toute son attention à ce processus. Le Directeur exécutif a souligné que l'allocation des ressources et des fonctions est essentielle dans la réduction du double emploi et que la structure de la Commission contribuera grandement à définir le rôle de chaque acteur.

Recommandations

23. A l'issue des discussions, le Sous-comité a fait des recommandations, comme suit :

- i) une réunion du Sous-comité sur le partage d'informations avec l'Agence du NEPAD devrait être organisée en Afrique du Sud entre deux sessions ordinaires du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine ;
- ii) la Commission de l'UA et l'Agence du NEPAD devraient tenir d'autres consultations pour clarifier les rôles et responsabilités afin d'éviter le double emploi, les chevauchements et le gaspillage des ressources ;

2. Mises à jour du partenariat de l'Afrique pour le développement

Présentation

24. Le Directeur exécutif a rappelé la décision prise par la Conférence de l'UA de créer la Plate-forme mondiale de partenariat avec l'Afrique, en remplacement du Forum de partenariat pour l'Afrique. Il a indiqué que le rôle de cette plate-forme est d'offrir un espace de coordination en vue d'assurer la cohérence et la défense des intérêts et la PMPA se veut une plate-forme de discussions des questions stratégiques basées sur les priorités de l'Afrique. Si on crée un espace qui permet d'assurer la cohérence, alors les intérêts de l'Afrique pourront être défendus de façon appropriée. De nouveaux membres provenant de pays émergents ont été invités à prendre part au processus. Cela permet d'avoir un large éventail de partenariats pour l'Afrique et un espace où les questions stratégiques peuvent être discutées. L'Agence du NEPAD collabore avec la Commission de l'UA pour assurer le succès de la plate-forme mondiale de partenariat avec l'Afrique. Dr Mayaki a informé le Sous-comité que la réunion des coprésidents de la Plate-forme mondiale de Partenariat avec l'Afrique (PMPA) a été accueillie par le Gouvernement éthiopien à Addis-Abeba et s'est déroulée dans la matinée du 22 mai 2015. Cette réunion s'inscrivait dans le cadre des préparatifs de la réunion principale qui se tiendra à Dakar en octobre 2015.

Discussions

25. Aucune question n'a été soulevée après la présentation.

Recommandations

26. La réunion a recommandé que le Sous-comité soit impliqué dans les travaux de la deuxième phase de la nouvelle Plate-forme mondiale de partenariat pour l'Afrique (PMPA).

VI. QUESTIONS DIVERSES

27. Un membre du comité de pilotage a demandé à voir le calendrier des réunions du NEPAD et le Directeur exécutif a promis de l'envoyer par e-mail.

VII. Clôture

28. Le président a remercié les participants pour leur participation active et pour leurs observations qui ont été enrichissantes. Il a noté que les discussions ont été très intéressantes et a exprimé sa gratitude pour les contributions et recommandations qui ont été faites. Il a également remercié le secrétariat pour son rôle dans l'organisation de la réunion, ainsi que les traducteurs pour les services rendus.

RAPPORT D'ACTIVITE DU NEPAD BASE SUR LES RESULTATS



Rapport d'activité du NEPAD basé sur les résultats

De janvier à mai 2015

Agriculture et Sécurité alimentaire et nutritionnelle

Le document du programme de travail et du cadre de résultats du CAADP a été produit. Il a été distribué aux participants de la 11^{ème} réunion de la Plate-forme de partenariat du CAADP. Les meilleures pratiques et les impacts du CAADP feront l'objet de questionnaires et seront communiqués aux parties prenantes, y compris les organisations des agriculteurs et les OSC.

Un ensemble d'outils de suivi et d'élaboration de rapports a été développé pour le travail conjoint Agence du NEPAD/GIZ/CAADP, et des sessions d'orientation avec des modules sont en cours ; des protocoles harmonisés pour la production de données et de rapports au sein de toutes les institutions bénéficiaires du FTP

Un séminaire a été organisé pour définir l'ensemble des indicateurs du cadre de résultats du CAADP et un plan indicatif élaboré sur l'architecture du processus biennal d'évaluation de l'agriculture. D'autres formations sur le CAADP RF / objectifs de Malabo seront entreprises avec les représentants des États membres et des CER (COMESA et SADC) y compris sur les instruments de suivi pour l'ensemble des indicateurs de base communs.

D'autres formations seront effectuées en juin pour améliorer la méthodologie pour l'intégration de l'agriculture et des processus de dépenses publiques dans les secteurs où l'agriculture est concernée et des processus d'examen conformément à la note d'orientation de l'UA. Les États membres qui participent à cette phase sont : l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, la RDC, le Burundi, le Tchad, la Sierra Leone, la Zambie, le Togo et le Burkina Faso

Mise en œuvre avancée du programme de travail de Malabo grâce à l'évaluation de l'état de mise en œuvre des programmes nationaux d'investissement agricole (PNIA), y compris l'examen du niveau des dépenses, l'alignement et l'intégration des PNIA dans les processus nationaux de planification et de budgétisation.

Les capacités nécessaires ont été identifiées pour soutenir la mise en œuvre du CAADP afin d'aligner les besoins sur le contexte général de Malabo et les exigences de mobilisation et de déploiement rapide de l'expertise aux niveaux national et régional.

Un cadre de transformation des compétences et de formation agricole (AETST) a été élaboré et partagé (validation) avec les parties prenantes lors de la onzième session de la Conférence des ministres de l'Éducation de l'UA (COMEDAF) tenue à Kigali, du 8 au 11 février, 2015. Cette réunion a permis d'établir des contacts avec les ministères de l'Éducation de l'Afrique et le Département des Ressources humaines, de la Science et de la Technologie de la Commission de l'UA. La version finale du cadre sera produite dans les quatre langues de l'UA et soumise aux chefs d'État et de gouvernement de l'Agence du NEPAD, et au Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'UA en juin 2015.

Des séminaires de formation sur les approches de la chaîne de valeur impliquant 30 écoles d'agriculture et des opérateurs privés ont eu lieu au Burkina Faso et au Togo, dans le but de renforcer la capacité de compréhension des solutions d'entreprise

concrètes pour l'amélioration des chaînes de valeur prioritaires et la stimulation de l'investissement du secteur public et du secteur privé dans la formation en agriculture, et la promotion de la collaboration entre les acteurs de la chaîne de valeur.

Une formation pilote des jeunes dans la production laitière (30 jeunes), utilisant le programme élaboré, a été menée au Kenya à l'Institut Kenya Dairy.

Une Analyse de la représentation cartographique des risques de l'insécurité alimentaire et agricole a été menée dans les États membres suivants: Sénégal, Gambie et Cap-Vert; l'analyse a fait ressortir la nécessité impérieuse de renforcer la coordination et les synergies entre les parties prenantes, et d'apporter rapidement un soutien aux gouvernements pour les aider à tenir compte de l'élément RISQUES dans leurs Programmes nationaux d'investissement agricole (PNIA) et dans leurs Plans d'action nationaux (PAN).

En ce qui concerne les 3 pays, une feuille de route a été élaborée pour le Cap-Vert et des feuilles de route seront élaborées sous peu pour la Gambie et le Sénégal.

Une approche holistique de l'identification, de l'évaluation et de la validation des risques sera élaborée et approuvée avant celle concernant les outils d'atténuation des risques. Au niveau régional, la CEDEAO envisage d'organiser un atelier régional d'ici novembre 2015, pour soutenir la deuxième génération des PNIA.

Une réunion conjointe IBAR/CUA/Agence du NEPAD a été organisée pour créer une plate-forme pour les Organismes régionaux des pêches: i) valider les Termes de référence de la plate-forme; ii) créer la plate-forme; iii) valider les rapports sur la révision institutionnelle des Organismes régionaux des Pêches; iii) voir comment améliorer les liens institutionnels entre les CER et les Organismes régionaux des pêches; iv) améliorer le document juridique sur le rattachement des Organismes régionaux des pêches aux CER (par exemple COREP à la CEEAC)

Des indicateurs et des critères ont été élaborés pour i) aligner les politiques nationales et régionales de la pêche et de l'aquaculture sur le cadre stratégique continental pour la pêche et les stratégies de réforme de la pêche ainsi que sur la Déclaration de Malabo; ii) produire un rapport global sur les analyses des politiques nationales et régionales y compris les lacunes, les zones de réformes et le Plan d'action pour l'alignement des politiques et stratégies de pêche nationales et régionales sur le cadre stratégique et la Stratégie de réforme de la pêche et de l'aquaculture en Afrique; iii) Proposer des points d'entrée pour soutenir la révision des politiques nationales et régionales.

Le soutien à la Guinée a commencé avec trois projets qui sont en cours : i) mettre aux normes son Bureau de certification des exportations de poisson ; ii) finaliser la politique et la stratégie de pêche et élaborer un plan d'investissement ; iii) effectuer une analyse de la chaîne de valeur sur le poisson pour identifier les goulots d'étranglement et proposer des solutions pour l'amélioration du commerce du poisson aux niveaux national et intra-régional.

Une stratégie a été élaborée sur les pertes de poissons post-récolte pour les Etats riverains du Bassin de la Volta et aligner la stratégie sur la Déclaration de Malabo et sur le cadre stratégique et sur la stratégie de réformes de la pêche et de l'aquaculture.

Changement climatique et gestion des ressources naturelles

L'Alliance africaine pour l'agriculture intelligente résiliente au changement climatique a été lancée afin d'atteindre l'objectif de 25 millions de ménages agricoles qui pratiquent l'agriculture intelligente en 2025.

Le Fonds pour le changement climatique a 11 projets qui sont en cours de mise en œuvre dans 9 pays sur le continent (Afrique du Sud, Nigéria, Niger, Cameroun, Sénégal, Burkina Faso, Ouganda, Éthiopie et Zambie).

Des CSA intégrant les préoccupations de genre ont été alignées sur les Plans de développement nationaux en Namibie, au Kenya, au Botswana, en Tanzanie et en Ouganda.

Des modules d'adaptation de l'agriculture au changement climatique ont été développés en Ouganda et des modules de reboisement de 230 hectares de terres communales ont été développés au Niger.

Des connaissances ont été diffusées sur les stratégies d'adaptation au changement climatique pour le secteur de la pêche en Afrique de l'Ouest

La Stratégie nationale du Niger a été élaborée de manière à être alignée sur les trois conventions de Rio.

Une zone de gestion intégrée du littoral a été développée au Cameroun 558 formateurs ont été formés sur la gestion intégrée des zones côtières au Cameroun.

Formation des pêcheurs sur les techniques modernes de conservation du poisson après-récolte est assurée au Cameroun et au Niger.

1 200 petites exploitantes agricoles sont formées sur les pratiques CSA et sur l'aquaculture dans l'Est du Nigéria.

Formation de 80 formateurs et d'agents de vulgarisation des pratiques CSA en Ouganda.

700 membres de conseils traditionnels dans la province du Kwa Zulu Natal en Afrique du Sud, ont été formés sur l'adaptation au changement climatique afin de minimiser les impacts négatifs des variations climatiques.

Des ateliers d'assistance technique sont organisés dans 16 Etats membres et dans les CER sur les liens entre l'Approche de paysage, l'adaptation au changement climatique et la gestion intégrée des terres et des eaux.

Infrastructure et Intégration régionale

Le Cadre de résultats du PIDA a été élaboré suivant la Théorie du changement qui a permis d'identifier quatre défis majeurs, quatre réponses et quatre résultats.

Défis	Réponses	Résultats
Préparation Insuffisante des projets	PIDA-Mécanisme de prestation de services (Quelques ressources)	30% seulement des projets du PIDA sont bancables
Financement Insuffisant des Projets	Africa50 CBN	Financement et investissements privés des 16 projets du PIDA, mobilisés ⁱ
Goulots d'étranglement en ce qui concerne les projets	CBN Plan d'action PAS: Actions recommandées par les initiateurs des projets pour relever les défis	Financement et investissements privés des 16 projets du PIDA, mobilisés ⁱⁱ
Déficits de compétences pour la gestion de projet	Projet de renforcement des capacités du PIDA (\$9m CBP:16 Experts CER) IS4D: Projet de renforcement des capacités du PIDA pour 38 fonctionnaires du Public	Gestion et préparation des Projets du PIDA au niveau national, améliorées

Le RF accélérera la mise en œuvre des projets et le suivi des résultats.

Développement Humain (Science, Technologie et Innovation)

La Stratégie pour la Science, la Technologie et l'Innovation pour l'Afrique (STISA) nouvellement adoptée est mise en œuvre ; les compétences pour assurer le suivi et soutenir la recherche et le développement et les indicateurs d'innovation (ASTII) conformes aux normes internationales, ont été développés. Les États membres qui ont bénéficié de cette formation étaient le Togo, le Soudan et la Côte d'Ivoire. A tous ces pays, il a été recommandé d'intégrer le STISA dans leurs plans de développement nationaux et leurs stratégies pour la Science, la Technologie et l'Innovation (STI).

AMRH, la Loi type de l'UA sur les réglementations des produits pharmaceutiques, le développement de AMA et le soutien à la mise en œuvre ont abouti à des réformes dans les CER et les Etats membres concernés : EAC, CEDEAO, Lesotho, Swaziland, Égypte.

L'évaluation de la Santé et de l'Innovation a abouti à de la Grille de l'innovation pharmaceutique adoptée par AMCOST.

ⁱ1.Ruzizi III Hydropower Project 2.Dar es Salaam Port Expansion 3.Serenge-Nakonde Road (T2) 4.Nigeria-Algeria Gas Pipeline 5.Modernization of Dakar-Bamako Rail Line6.Sambangalou Hydropower Project7.Abidjan-Lagos Coastal Corridor8.Lusaka-Lilongwe ICT Terrestrial Fibre Optic9.Zambia-Tanzania-Kenya Transmission Line10.North Africa Transmission Corridor11.Abidjan Ouagadougou Road-Rail Projects12.Douala Bangui Ndjamena Corridor Road –Rail Project13.Kampala Jinja Road Upgrading14.Juba Torit Kapoeta Nadapal Eldoret Road Project15.Batoka Gorge Hydropower Project16.Brazzaville Kinshasa Road Rail Bridge Project and the Kinshasa IlleboRailways

ⁱⁱ1.Ruzizi III Hydropower Project 2.Dar es Salaam Port Expansion 3.Serenge-Nakonde Road (T2) 4.Nigeria-Algeria Gas Pipeline 5.Modernization of Dakar-Bamako Rail Line6.Sambangalou Hydropower Project7.Abidjan-Lagos Coastal Corridor8.Lusaka-Lilongwe ICT Terrestrial Fibre Optic9.Zambia-Tanzania-Kenya Transmission Line10.North Africa Transmission Corridor11.Abidjan Ouagadougou Road-Rail Projects12.Douala Bangui Ndjamena Corridor Road –Rail Project13.Kampala Jinja Road Upgrading14.Juba Torit Kapoeta Nadapal Eldoret Road Project15.Batoka Gorge Hydropower Project16.Brazzaville Kinshasa Road Rail Bridge Project and the Kinshasa IlleboRailways

AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository

<http://archives.au.int>

Organs

Council of Ministers & Executive Council Collection

2015

Report of sub-committee on NEPAD

African Union

African Union

<http://archives.au.int/handle/123456789/4708>

Downloaded from African Union Common Repository